

Fr. HANNUS & CIE S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social : 28-30, Rue Joseph Muller

L-3651 Kayl

R.C.S. Luxembourg : B 5361

anciennement : Fr. HANNUS & CIE

Société en commandite simple

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

du 22 décembre 2016

Numéro : 2948/2016

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Par-devant Nous, Maître **Martine SCHAEFFER**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU :

1) Madame Suzette HOFFMANN-KOEPP, femme au foyer, née à Hesperange le 6 octobre 1935, veuve de Monsieur Joseph KOEPP, demeurant à L-3651 Kayl, 30, rue Joseph Muller, (l'**Associé Commanditaire 1**),

2) Monsieur Francis KOEPP, employé, né à Kayl le 18 août 1958, demeurant à L-3651 Kayl, 29, rue Joseph Muller, (l'**Associé Commanditaire 2**), et

3) Monsieur Paul KOEPP, indépendant, né à Rumelange le 22 mai 1961, demeurant à L-3611 Kayl, 21, rue Bechel (l'**Associé Gérant Commandité**, et ensemble avec l'**Associé Commanditaire 1** et l'**Associé Commanditaire 2**, sont référés comme les **Associés**).

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit :

I. Que les Associés détiennent ensemble toutes les parts sociales dans le capital social de la société « **Fr. HANNUS & CIE** », une société en commandite simple établie et ayant son siège social au 28-30, Rue Joseph Muller, L-3651 Kayl, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 5361, et ayant un capital social de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-douze Euros et un cent (EUR 18.592,01) (la **Société**). La Société a constituée suivant acte sous seing privé, en date du 3 juin 1954, publié au Mémorial, Recueil Spécial des sociétés numéro 49 du 10 juillet 1954, dont les statuts de la Société (les **Statuts**) ont été modifiés par acte sous seing privé, en date du 8 avril 2004, publié au Mémorial C de 2004,

page 50.147.

II. Que les Associés sont appelés à délibérer sur l'ordre du jour libellé comme suit :

1. Changement de la forme légale de la Société, avec effet immédiat, en une société à responsabilité limitée sans dissolution de la Société mais avec la continuation de sa personnalité juridique ;

2. Modification de la dénomination sociale de la Société, avec effet immédiat, en « **Fr. HANNUS & CIE S.à r.l.** »;

3. Maintenir le capital social de la Société à dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-douze Euros et un cent (EUR 18.592,01) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sans désignation de valeur nominale;

4. Modification et refonte complète des Statuts afin de refléter les changements ci-dessus, et la Société ayant l'objet social suivant :

« La société a pour objet, l'achat et la vente en gros et en détail, en tous genres et de tout produit pour le bâtiment et l'industrie.

La société a également pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société a également pour objet la gestion, l'administration, la mise en valeur de tous biens et propriétés immobilières situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par vente, échange, construction, ou de toute autre manière et l'exercice de toutes activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet. Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers. »

5. Démission de Monsieur Paul KOEPP en tant qu'associé gérant commandité de la Société et décharge pleine et entière à l'Associé Gérant Commandité pour la gestion réalisée au cours de ses fonctions ;

6. Nomination Monsieur Paul KOEPP en qualité de gérant unique de la Société ;

7. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, (i) de procéder, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription de la conversion des parts sociales et du changement du nom de la Société dans le registre des associés de la Société, (ii) de réaliser, délivrer ou exécuter tout document (y compris une mention) nécessaire ou utile à cette fin, et (iii) de déposer les mentions requises auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant les résolutions ci-dessus; et

8. Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés décident de changer la forme légale de la Société, avec effet immédiat, en une société à responsabilité limitée sans dissolution de la Société mais avec la continuation de sa personnalité juridique.

La modification de la forme juridique est réalisée sur base (i) d'un bilan pro forma de la Société daté du 22 décembre 2016, montrant que les capitaux propres de la Société correspondent au moins à la valeur du capital social de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-douze Euros et un cent (EUR 18.592,01) de la Société, et (ii) d'un certificat daté du 22 décembre 2016, émis par l'Associé Gérant Commandité confirmant, *inter alia*, qu'aucun changement matériel dans l'activité et les affaires de la Société n'est survenu qui impliquerait que les capitaux propres soit devenu inférieur au montant du capital souscrit.

Reste à noter que les valeurs comptables des actifs et passifs de la Société sont continués au niveau de la société à responsabilité limitée après le changement de la forme juridique de la Société.

Le bilan et le certificat, après avoir été signés « *ne varietur* » par les Associés et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés décident de modifier la dénomination sociale de la Société, avec effet immédiat, en « **Fr. HANNUS & CIE S.à r.l.** ».

TROISIEME RESOLUTION

Les Associés décident de maintenir le montant du capital social de la Société à dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-douze Euros et un cent

(EUR 18.592,01) et qui sera représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

A la suite de la conversion de la Société en une société à responsabilité limitée, la part de commandité et les parts de commanditaire existantes, dont le nombre reste inchangé, sont converties comme suit :

1) **Madame Suzette HOFFMANN-KOEPP**: quatre-vingt-dix (90) parts sociale, sans désignation de valeur nominale, par échange de quatre-vingt-dix (90) part de commanditaire qu'elle détient dans la Société ;

2) **Monsieur Francis KOEPP**: cinq (5) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, par échange des cinq (5) parts de commanditaire qu'elle détient dans la Société ; et

3) **Monsieur Paul KOEPP**, cinq (5) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, par échange des cinq (5) parts de commandité qu'elle détient dans la Société.

A la suite de la conversion de la Société en une société à responsabilité limitée, la participation dans la Société est comme suit :

Nom de l'associé	Nombre de parts sociales
1) Madame Suzette HOFFMANN-KOEPP	quatre-vingt-dix (90)
2) Monsieur Francis KOEPP	cinq (5)
3) Monsieur Paul KOEPP	cinq (5)
Total	cent (100) parts sociales

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions ci-dessus, les Associés décident d'amender et de procéder à la refonte complète des statuts (y compris l'objet social et la dénomination de la Société), qui auront désormais la teneur suivante :

I. DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – OBJET– DUREE

Art.1.Dénomination

Le nom de la société est « **Fr. HANNUS & CIE S.à r.l.** » (la **Société**). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la **Loi**), ainsi que par les présents statuts (les **Statuts**).

Art.2.Siège social

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Kayl, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2. Il peut être transféré dans cette même commune ou tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil (tel que défini ci-dessus). Pour chaque transfert de siège social vers une autre commune, le gérant unique ou le Conseil aura tous pouvoirs afin de procéder avec toutes les formalités par le biais d'un acte notarié (constat) afin de refléter cette modification dans les Statuts.

2.3. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance.

2.4. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art.3.Objet social

3.1. La société a pour objet, l'achat et la vente en gros et en détail, en tous genres et de tout produit pour le bâtiment et l'industrie.

3.2. La société a également pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.3. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.4. En outre, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

3.5. La société a également pour objet la gestion, l'administration, la mise en valeur de tous biens et propriétés immobilières situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par vente, échange,

construction, ou de toute autre manière et l'exercice de toutes activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet. Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

Art.4.Durée

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. CAPITAL – PARTS SOCIALES

Art.5.Capital

5.1. Le capital social est fixé à dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-douze Euros et un cent (EUR 18.592,01) représenté par cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art.6.Parts sociales

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (*inter vivos*) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. GESTION – REPRESENTATION

Art.7.Nomination et révocation des gérants

7.1. La Société est gérée par au moins un gérant nommé par une résolution des associés, qui fixe la durée de son mandat. Le(s) gérant(s)

ne doit (doivent) pas nécessairement être associé(s).

7.2. Le(s) gérant(s) ainsi que tous les gérants additionnels ou de remplacement nommés par la société, sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art.8.Conseil de gérance

8.1. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le **Conseil**).

8.2. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par

un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les **Résolutions Circulaires des Gérants**) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants, en cas de plusieurs gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art.9.Gérant unique

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art.10. Responsabilité des gérants

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. ASSOCIE(S)

Art.11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'**Assemblée Générale**) ou par voie de résolutions circulaires (les **Résolutions Circulaires des Associés**).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date

de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art.12. Associé unique

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou

aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES BENEFICES – CONTRÔLE

Art.13. Exercice social et approbation des comptes annuels

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art.14. Réviseurs d'entreprises

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art.15. Affectation des bénéfices

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Conformément à l'article 198bis de la Loi, des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, par le Conseil, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

(i) un état comptable est établi par le Conseil (**l'Etat Comptable Intérimaire**) (l'Etat Comptable Intérimaire doit faire l'objet d'un examen par un commissaire ou un réviseur d'entreprises lorsqu'un tel réviseur d'entreprises agréé aura été nommé);

(ii) ces comptes intermédiaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intermédiaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intermédiaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intermédiaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. DISSOLUTION – LIQUIDATION

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. DISPOSITIONS GENERALES

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des

Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés. »

CINQUIEME RESOLUTION

Suite au changement de forme légale, les Associés décident de prendre note et d'accepter la démission de **Monsieur Paul KOEPP**, en tant qu'associé gérant commandité de la Société avec effet immédiat et de lui donner décharge pleine et entière pour la gestion réalisée au cours de, et dans le cadre de, son mandat jusqu'à la date des présentes.

SIXIEME RESOLUTION

Suite au changement de forme légale, les Associés décident de nommer **Monsieur Paul KOEPP**, en qualité de gérant unique de la Société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

SEPTIEME RESOLUTION

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés au gérant unique de la Société, chacun agissant individuellement, (i) de procéder, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription de la conversion des parts sociales et du changement du nom de la Société dans le registre des associés de la Société, et (ii) de réaliser, délivrer ou exécuter tout document (y compris une mention) nécessaire ou utile à cette fin, et (iii) de déposer les mentions requises auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant les résolutions ci-dessus.

FRAIS

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à deux mille cent Euros (EUR 2.100,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
Lecture du document ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé, avec Nous le notaire instrumentant, le

présent acte.

Signé: S. Hoffmann-Koepp, F. Koepp, P. Koepp et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 décembre 2016.

Relation : 2LAC/2016/27636

Reçu soixante-quinze euros

EUR 75,-

Le receveur/signé/André MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société,

sur papier libre, aux fins de publication au RESA

Luxembourg, le 6 janvier 2017